

# REVUE DÉVELOPPEMENT & CIVILISATIONS

## du Réseau International d'Économie Humaine

N°450 / 2020  
Jubilé  
www.rieh.org



Par Michel TISSIER

Secrétaire exécutif du RIEH, 16 septembre 2020

### L'ÉCONOMIE HUMAINE DANS LES YEUX DU RIEH !

**N**ous avons voulu marquer le lancement de l'édition en trois langues de la revue Développement & Civilisations par ce numéro spécial, plus long qu'un numéro habituel, écrit initialement dans chacune des trois langues par les coordinateurs continentaux du Réseau international pour une économie humaine (RIEH) : L.A. Samy et Dr. Babu pour l'Asie du Sud et Sud-Est, Gilbert Masumbuko pour l'Afrique, Andrés Lalanne pour l'Amérique latine, en leur demandant de revenir sur le sujet central pour cette revue qu'est « l'économie humaine ».

L'économie humaine « *Pour un développement humain, intégral, solidaire et participatif, en harmonie avec le vivant.* », n'est ni une doctrine, ni un système, mais elle est toujours en construction à partir de la réflexion et de l'action des personnes et des organisations pour lesquelles elle est une référence. Et les trois auteurs sont de telles personnes engagées dans ces organisations. Toute leur vie est une marche, personnelle et collective vers l'économie humaine.

Nous leur avons demandé de définir cette dernière au regard des enjeux de leur continent.

Dans le titre de cette revue, *Civilisations* est employé au pluriel et chacun des trois auteurs est immergé dans l'une d'elles, en même temps qu'il partage une commune humanité.

On verra donc apparaître au fil de ces trois textes à la fois l'unité de la vision et de la démarche portées par l'économie humaine et la diversité des expressions de ceux qui s'y réfèrent. Diversité qui se manifeste dans les accents mis et les priorités fixées par chacun.

Cette diversité tient bien sûr aux réalités géopolitiques différentes. Mais celles-ci ne déterminent pas tout et dans les mêmes contextes, il y a des analyses et des stratégies différentes. Gilbert note les avancées de la démocratie en Afrique, alors que Samy la voit en régression en Asie. Gilbert et Andrés mettent en cause la gouvernance dans les pays de leur continent, alors que Samy met d'abord en cause les grandes multinationales. Samy propose une stratégie qui s'appuie sur des mouvements populaires issus de la base (*grassroot*), alors qu'Andrés promeut une convergence entre les politiques publiques et les transformations en cours dans les entreprises et les territoires, et que Gilbert met surtout l'accent sur le travail de fond de construction d'une culture politique partagée, sans laquelle aucune transformation durable n'est possible.

Le RIEH propose à toutes celles et ceux qui cherchent les voies d'une émancipation personnelle et collective de poursuivre les échanges et les débats au sein de groupes locaux d'économie humaine et dans les media communs que sont cette revue et le site web [www.rieh.org](http://www.rieh.org). Bonne lecture à tous !

DÉVELOPPEMENT  
& CIVILISATIONS  
2, rue Simon d'Estienne  
22330 Le Mené FRANCE  
Tél : 33 02 96 31 47 17  
E-mail : [contact@rieh.org](mailto:contact@rieh.org)



*Les veines ouvertes de l'Amérique latine* est un essai d'Eduardo Galeano publié pour la première fois en 1971. Dans cette œuvre, l'auteur présente des aspects de l'histoire de l'Amérique latine depuis la colonisation jusqu'à l'époque contemporaine. Le cœur de l'argumentation sont des chroniques et des récits sur le constant pillage des ressources naturelles de la région par les empires coloniaux entre le XVI<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle et par les Etats impérialistes à partir du XIX<sup>e</sup> siècle.

Ce livre a eu une énorme répercussion auprès des lecteurs de l'époque et des nouvelles générations avec ses éditions successives. Il vise à montrer comment il est arrivé que les territoires avec les plus grandes richesses naturelles (en particulier minières) sont devenus des pays avec de hauts niveaux de pauvreté et de dépendance.

Le premier contact direct de Louis-Joseph Lebreton avec le sous-développement du continent se produisit à l'occasion de son premier voyage au Brésil en 1947. Découvrir cette réalité fut pour le créateur et principal animateur du mouvement Economie et Humanisme un choc fondamental qui l'amena à penser à l'échelle du monde (Terra 1988). A partir de ce moment, Lebreton consacra le reste de sa vie et tous ses efforts au Tiers-Monde, qui lui prit toute sa vie, afin de promouvoir une autre économie. Une économie orientée au service des personnes. Non pas une économie humanisée mais humaine, juste, intégrale, interdisciplinaire. Une orientation qui conduisit à la fondation du Centre latino-américain d'économie humaine CLAEH, aujourd'hui université uruguayenne.

Plus de 60 ans ont passé depuis le premier numéro de « *Cuadernos de Economía Humana* » (Les cahiers d'Economie humaine) que le CLAEH publie toujours et l'assemblée fondatrice à laquelle participèrent des représentants de six pays sud-américains.

Dans leur manifeste initial, les fondateurs expriment ce qu'ils cherchent ensemble: *"Une réponse à l'angoisse face à la situation et à l'avenir de nos peuples et, au-delà, face à la misère du monde"*. Ils rejettent la coexistence de deux finalités, l'une économique et l'autre humaine. *"Nous voulons une économie qui soit elle-même humaine, des structures économiques et sociales orientées vers la montée humaine universelle."*

Cette économie humaine définit un horizon idéal : *"un système*

*économique qui dans son fonctionnement, est orienté vers les hommes. Vers un ensemble intégré et hiérarchisé, non vers des simplifications déformantes et une abstraction monétaire"*.

Et la vision de la façon d'y arriver est également éclairante : *"Un vaste effort doit être organisé, dans lequel, intimement liés au travail scientifique, les forces éducatives et de soutien social, les mouvements ouvriers des villes et des campagnes, les forces politiques à vision large et les organismes nationaux et internationaux font avancer avec force, à tous les niveaux, la transformation vers une Economie humaine"*.



Andrès Lalanne

Andrés LALANNE est recteur de l'institut universitaire CLAEH (Centre latino-américain de l'économie humaine) depuis 2011, où il a fondé et coordonné le Département de l'innovation et du développement.

Ingénieur - docteur en chimie, il a été président du Conseil national pour l'innovation, la science et la technologie et directeur adjoint du Pôle technologique de chimie et biotechnologie de l'Uruguay. Il est vice-président de « Développement et Civilisations » et coordinateur pour l'Amérique latine du Réseau international

### LES DRAMES DE L'AMÉRIQUE LATINE.

Soixante ans après le premier voyage de Lebreton, l'Amérique latine est le continent le plus inégalitaire du monde.

Bien que Piketty ait mis en évidence que l'inégalité augmente aussi dans le monde développé cela n'est pas une consolation pour une des régions les plus injustes de la planète. L'inégalité est une marque structurelle de nos sociétés et l'extrême pauvreté un de ses pires visages. Pauvreté qui est en grande partie celle des enfants et condamne des millions de filles et de garçons à une vie indigne.

Ces faits facilement observables sont totalement ignorés de l'OCDE et de la Banque mondiale qui classent les pays par revenu par tête et excluent progressivement les pays latino-américains de la coopération internationale.

A ce propos, Alicia Barcenades<sup>3</sup> de la CEPAL nous dit que : *"L'affectation de l'Aide officielle au développement selon le revenu par tête pose deux problèmes. Tout d'abord la pauvreté est à la fois une cause et un effet du processus de développement qui est multifactoriel*

*et demande que les pays surmontent un grand nombre d'obstacles structurels qui limitent et empêchent les processus de croissance inclusive. Ensuite, cet indicateur suppose que dans chaque catégorie, les pays classés en fonction du revenu moyen par tête, bas, moyen ou haut, sont relativement homogènes dans leurs besoins économiques et sociaux, ce qui est très loin de la réalité"*.

<sup>1</sup> Wikipédia

<sup>2</sup> Piketty (Th.), *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éd. du Seuil, 2013, 976 p.

<sup>3</sup> NU. CEPAL, *Los países de renta media: Un nuevo enfoque basado en brechas estructurales*, Ed. CEPALC, Nov. 2012, 50 p.

<sup>4</sup> Fukuyama (F.), *El fin de la historia y el último hombre*, Barcelona, Ed. Planeta.1992,474 p.

Nous partageons avec beaucoup d'autres, l'idée qu'un des points clés pour arriver à des transformations décisives est celui de l'économie. Contrairement à la vieille position de Francis Fukuyama<sup>4</sup> sur la "fin de l'histoire", basée sur l'affirmation selon laquelle l'économie libérale et le marché sont les uniques alternatives réalistes pour toute société qui veut faire partie du monde moderne, il nous paraît clair que les deux ne font pas partie de la solution mais au contraire du problème. Ils font fondamentalement partie du processus matériel indéniable qui a réduit les taux de pauvreté dans le monde et étendu énormément la richesse. Mais ils n'ont pas atteint la durabilité environnementale et sociale et n'ont pas les moyens d'y arriver.

Pour cela, nous avons besoin d'une nouvelle économie qui remplace progressivement l'économie aujourd'hui dominante, toujours plus concentrée en entreprises énormes et dans la ploutocratie qui les dirige. La nouvelle ou les nouvelles économies ont des noms divers, mais essentiellement elles correspondent à la définition de Perroux et Leuret: « *Le passage, pour une population déterminée d'une phase moins humaine à une phase plus humaine, au rythme le plus rapide possible, au coût le plus petit possible, en tenant compte de la solidarité entre les populations.* »<sup>5</sup>

Ces caractéristiques se trouvent dans l'économie sociale et solidaire, le mouvement coopératif et dans des propositions actuelles comme celles de l'Économie du don ou de communion, l'économie du bien commun, les entreprises B<sup>6</sup>, l'économie circulaire, l'économie verte ou inclusive, entre autres.

## EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE, DEUX FANTASMES PARCOURENT LA RÉGION.

D'un côté le populisme avec ses fausses promesses et de l'autre le libéralisme transnational avec d'autres fausses promesses. En d'autres temps, la gauche latino-américaine a construit ses thèses sur la base de la théorie de la dépendance. Le raisonnement selon lequel la faute du sous-développement vient de l'extérieur se vit remis en question par le développement capitaliste dans d'autres régions et notamment dans le Sud-Est asiatique. Pourquoi ne se produit-il pas en Amérique latine ? Qu'est-ce qui empêche le progrès de ce que nous entendons aujourd'hui par le développement durable – que résume l'agenda 2030 approuvé à l'ONU par tous les pays du monde ?

En premier lieu nous constatons que les élites économiques locales ne s'intéressent pas au développement dans l'égalité. Inégalité et pauvreté ne sont pas des thèmes prioritaires pour elles dès lors qu'elles peuvent continuer leurs affaires. L'éducation, en particulier celle des pauvres, dure peu d'années et est de mauvaise qualité. D'un autre côté, la méritocratie est très faible et pour réussir dans la vie, la famille et le capital pèsent plus que l'effort et les actions de la personne. En corolaire, la défiance dans la démocratie politique s'accroît d'année en année et se répètent : cycles de populisme, de violence, de violation des droits humains et des garanties. Un des signes les plus terribles est l'influence croissante du banditisme associé au trafic de drogue en suivant la demande de consommateurs du monde entier.

Le résultat de tout cela est que des épisodes de grande violence se sont produits au Mexique, au Pérou, en Equateur, au Chili, en Bolivie, au Salvador, au Honduras et dans d'autres pays,

créant des situations de grande instabilité politique et d'interventions militaires. Au Venezuela et Nicaragua les droits humains vassalisés par un Etat autoritaire ont créé des situations de grande souffrance très difficiles à résoudre pacifiquement.

L'instabilité politique et les problèmes de démocratie sont aussi apparus récemment dans les élections en Bolivie, en Argentine et en Uruguay, où se constate une fracture profonde entre les secteurs de la société qui s'affrontent dans des luttes pour le pouvoir. Dans plusieurs pays ceci conduit à des crises économiques, à la corruption, à la perte du pouvoir d'achat des salaires et, de plus en plus, à la perte d'emplois.

## LES MURS QUI NOUS DIVISENT.

Les petits intérêts des classes dirigeantes de nos pays ont réussi à nous maintenir séparés par des murs soutenus par le protectionnisme commercial, le nationalisme appuyé par les forces armées, le conservatisme idéologique et religieux, le corporatisme qui touche les activités commerciales, professionnelles et ouvrières privilégiées. Une région appelée à l'intégration la plus complète possible, par les facilités de la langue, de l'histoire et de la culture communes, reste divisée avec des accords et des traités qui évoluent très peu.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, nous apprenons à connaître d'autres murs, ceux des réseaux sociaux. Le business model sur lequel ils sont basés, tourne autour de l'attention des utilisateurs manipulables, générant indignation, radicalisme et mensonge. Aujourd'hui, il n'existe aucun instrument efficace pour faire la différence entre ce qui est vrai et ce qui est faux. Internet, qui semblait donner à la société civile auto-organisée dans les réseaux, le pouvoir de s'exprimer à grande échelle, est contrôlé par les plates-formes technologiques appartenant aux entreprises mondiales les plus puissantes.

Et pour compléter le tableau, certains régimes autoritaires ont découvert comment contrôler leurs citoyens grâce aux nouvelles technologies de l'information, aux réseaux et aux données personnelles. La Chine est en tête d'une liste qui s'allonge avec la Russie, la Turquie, l'Égypte et dans une certaine mesure l'Inde. Il existe également un « *capitalisme de surveillance* » comme l'appelle Shoshana Zuboff, construit par les grandes entreprises. Bien que leurs objectifs ne soient pas les mêmes que ceux des techno-autoritarismes. Mais les murs numériques commencent à se répandre. Les murs numériques commencent à se répandre et ils sont beaucoup plus subtils que les murs physiques. Ils ne sont pas vus, mais ils grandissent<sup>7</sup>.

## S'AGIT-IL DE LA CHUTE DE LA CIVILISATION ACTUELLE ?

Luis Razeto, le référent très connu de l'économie solidaire en Amérique latine, affirme que la civilisation moderne est entrée dans une phase déclinante et qu'elle agonise. Dans sa vision, cela se vérifie dans la décadence de ses trois piliers.

<sup>5</sup> L.J. Leuret, Dynamique concrète du développement. Edition originale, Paris Editions Ouvrières, 1967

<sup>6</sup> C'est une entreprise qui intègre dans leur modèle d'affaires et dans leurs opérations des objectifs sociaux, sociétaux et environnementaux.

<sup>7</sup> Tiré du blog El Cano; 1989+30: del telón de acero a los digitales. 29 Oct. 2019



La première chose qui meurt d'une civilisation est son pilier culturel, qui comprend les valeurs, l'éthique, l'idéologie, la religion, l'éducation, la rationalité, qui la soutiennent. Cela s'est déjà produit, et précisément pour cette raison, la chute de cette civilisation est inévitable, puis vient la chute du pilier politique. Dans le cas présent, celui de la soi-disant démocratie, qui est en fait le régime bureaucratique-représentatif et celui des partis politiques, qui gouvernent l'État. On comprend déjà qu'il n'est pas capable de résoudre les problèmes et d'assurer la gouvernance. Il s'effondre rapidement. Puis viendra inévitablement la chute du système économique.

Il est très difficile de prophétiser sur l'avenir. L'important dans cette vision est qu'elle met en évidence trois domaines dans lesquels nous pouvons agir de manière cohérente et coordonnée : la culture, la politique et l'économie. Pour ce faire, nous devons prendre en compte de la complexité de la nature, de la vie et de la société. Chaque nouvelle fonctionnalité saisie dans ces champs remplace partiellement mais n'élimine pas complètement la précédente. On retrouve ainsi dans nos sociétés des caractéristiques de la société de la connaissance et de la technologie, ainsi que des stigmates du passé : travail quasi-esclave, suprématie sexiste, violence extrême, exclusion du savoir et de la vie sociale, parmi de nombreux autres fléaux. Il est donc important de capter les signes de transformation et de pouvoir imaginer intuitivement, puis construire, l'avenir qui émerge.

Mais la vision de Razeto<sup>7</sup> est loin d'être négative. Il nous dit *qu'avec la connaissance, la créativité, l'autonomie et la solidarité nous pouvons transformer le monde.*

La première chose que je veux vous dire, c'est qu'une nouvelle économie alternative non capitaliste existe déjà et se développe fortement. C'est ce que nous appelons l'économie de la solidarité, ou l'économie solidaire, ou encore l'économie de la solidarité et du travail. C'est une vraie et grande économie en voie d'expansion et d'amélioration. Elle est très variée et hétérogène, riche d'expériences diverses, mais elles partagent une série de traits qui la rendent incomparable. Dans cette économie solidaire, en Amérique latine, on peut compter l'existence de dizaines et de centaines de milliers d'organisations et d'expériences; des millions de personnes y participent, avec différents degrés d'intégration.

## POURQUOI AVONS-NOUS DONC BESOIN D'UN RÉSEAU D'ÉCONOMIE HUMAINE ?

Nous construisons un réseau pour accueillir tous ceux qui veulent lutter contre ces injustices par des efforts communs. Peu importe d'où ils viennent, ce qui importe, c'est où ils veulent aller. Pour cela, nous disposons d'une solide base d'inspiration, d'une épistémologie et d'une méthodologie de recherche-action développée à l'origine par le mouvement Économie et Humanisme et appliquée dans différentes parties du monde.

L'économie humaine n'est ni un modèle ni une théorie, c'est un chemin parcouru de différentes manières dans différentes cultures et territoires. Assurément, l'héritage de Lebrét est politique parce que c'est un appel à la transformation de la société à partir du territoire, de l'espace public et vers le bien commun.

## QUEL EST NOTRE OBJECTIF AUJOURD'HUI DANS LE RÉSEAU ?

En premier lieu, connaître et diffuser les luttes pour une économie humaine dans le monde et y trouver des indices sur les raisons de leur durabilité.

En même temps, leur donner un but caractéristique de l'économie humaine : le développement de tous les hommes et de tout l'homme. Cela fait référence à l'universalité, ne laisser personne de côté (*ce qui est un des objectifs de développement durable - ODD 2030 - des Nations-Unies*), mais aussi à la spiritualité. Cela fait référence à la transcendance, qui n'est pas seulement religieuse, mais aussi à une position humaniste qui aspire à atteindre des valeurs plus élevées dans la marche de l'espèce humaine.

## L'AMÉRIQUE LATINE, UNE RÉGION QUI NE RESPECTE PAS L'ENVIRONNEMENT.

La question du développement inclusif et durable évolue dans la région et dans le monde à partir des secteurs les plus lucides, même si elle se heurte toujours à une résistance importante. Les faits avérés viennent contredire les positions des défenseurs du statu quo, principalement en ce qui concerne le changement climatique et la crise écologique. Les justes positions du Pape François dans l'encyclique *Laudato Si*, ont précédé la Conférence COP 21 à Paris (2015) au cours de laquelle des progrès ont été réalisés dans les accords mondiaux. Bien que le président Trump s'oppose à cela, il est indéniable que l'opinion publique mondiale suit de près les événements et qu'il existe une société civile active et disposée à intervenir dans des domaines où c'est notre vie à tous qui est en jeu. Ces luttes pour la défense de l'environnement sont essentielles dans notre proposition d'une économie humaine.

## NOUS VOULONS REPRENDRE LE CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT.

Le libéralisme économique en a fait un synonyme de croissance, un PIB plus élevé équivaut à un bonheur plus élevé. Cela nous a conduits au consumérisme, à la déprédation de la nature et a généré une plus grande inégalité.

Dans les années soixante et soixante-dix, les positions marxistes ont nié le concept de développement, le considérant comme une illusion idéologique pour manipuler les masses. L'important était la révolution, la libération. Le développement viendrait avec la rupture des relations de dépendance. L'apogée de cette position a été la révolution cubaine mais elle survit dans des secteurs de gauche.

Nous pensons qu'au lieu d'une révolution, le monde a besoin d'un million de révolutions pacifiques. Non seulement dans les pays du Sud, mais partout dans le monde. Les ODD 2030 ne sont pas pour les pays pauvres, ils sont pour la planète entière.

<sup>7</sup> Luis Razeto, "La crisis de la civilizaci3n moderna se est3 acelerando", Luis Razeto blog, 25 Octobre 2019, en linea :<https://luisrazeto.blogspot.com/2019/?m=0>

<sup>8</sup> Otto Scharmer, "Vease al respecto lo que plantea la Teoría U", Presencing Institute del MIT, Fe.2015.

## L'ÉCONOMIE HUMAINE PROPOSE DES AXES QUI SONT PERTINENTS DE LEBRET JUSQU'À AUJOURD'HUI.

En voici quelques-uns :

**1** Connaître la réalité que l'on veut transformer. Enquêter avec les personnes impliquées, planifier avec elles, exécuter avec elles. Comme le dit L. Arokiasamy, l'un des auteurs du livre RIEH<sup>9</sup>, fondateur de l'ONG AREDS en Inde : « *Il faut travailler de telle sorte que quand on voit les résultats, tout le monde dit: on l'a fait* ».

**2** Une série de valeurs essentielles à préserver et à valoriser. Cela dépend des époques et des cultures. Dans l'ouvrage cité, à partir des cas analysés, on retrouve cinq valeurs centrales : la dignité, la justice, la solidarité, la responsabilité et la liberté.

**3** Une relation horizontale entre les êtres humains, un personnalisme radical, non individualiste mais enraciné dans la communauté, qui œuvre pour la cohésion sociale tout en continuant à reconnaître et valoriser la diversité. La tragédie des migrations de personnes déplacées et de réfugiés, en Amérique latine et dans de nombreux autres endroits, nous montre à quel point nous sommes loin de nous reconnaître comme proches.

**4** Nous reconnaissons la nécessité de soutenir les initiatives qui favorisent la construction de projets transformateurs et de prototypes inspirés d'une vision du futur basée sur de nobles convictions. Et nous constatons qu'il y a de plus en plus de propositions pour transformer l'économie et les entreprises, ainsi que de multiples initiatives de co-création, de réseautage et de coordination des mouvements qui existent aujourd'hui.

**5** Rappeler toujours de la centralité de l'éducation en tant qu'outil de développement libérateur (Paulo Freire). L'éducation en Amérique latine résiste à devenir une marchandise, comme le prétendent certains secteurs d'activité, car elle doit préserver son statut de bien public et de droit humain fondamental.

**6** Reconnaître que l'économie humaine n'est pas simplement une autre discipline, elle est basée sur l'interdisciplinarité pour comprendre le monde. Nous ajoutons aux contributions originales de L. Lebre, D. Goulet, F. Perroux et autres les contributions sur la complexité (E. Morin et autres).

**7** Plaider pour des politiques publiques qui soient justes et favorisent l'équité. L'Etat ne peut pas tout faire mais il doit assurer le bien commun. La société civile doit être vigilante pour l'exiger et participer à sa manière à la conception, au contrôle et à l'évaluation. Cette action conjointe des autorités avec les organisations de la société civile est l'une des bases de nos conceptions.

**8** Défendre le travail comme forme fondamentale de la dignité humaine. Ne pas accepter que les riches soient les rentiers du travail des autres. En particulier, prendre soin et privilégier le travail des jeunes qui sont les premiers chômeurs en temps de crise. S'attaquer au phénomène actuel de rupture technologique qui menace de destruction de nombreux emplois actuels et nécessite la requalification des travailleurs.

**9** Lutter pour une réforme drastique du système financier qui nous menace de chaos et qui est remis en question. Nous ne devons pas nous laisser gouverner par l'avidité de quelques-uns qui se fixent des salaires énormes, tandis que d'autres manquent de l'essentiel. Une banque éthique et responsable voit le jour en Amérique latine comme une réponse pleine d'espoir à ces défis d'investissement à impact social et environnemental positif.

**10** Assumer fermement la cause de l'écologie profonde du territoire, en proposant des changements culturels, politiques, sociaux et économiques pour parvenir à une coexistence harmonieuse entre les êtres humains et les autres êtres vivants.

Ces postulats et d'autres, nous les présentons aux personnes, aux autorités et aux organisations qui les partagent pour travailler ensemble et pour un avenir meilleur et durable.

Andrés Lalanne, Recteur de l'Université CLAEH  
Montevideo, Uruguay / Novembre 2019



<sup>9</sup>. Chemins d'Économie humaine, Lourthusamy Arokiasamy, Yves Berthelot, Andrés Lalanne, Lily Razafimbelo. Editions du Cerf, 2016.



## CHEMINS VERS UNE “ÉCONOMIE HUMAINE”, LES DÉFIS DU RIEH-ASIE

L.A. Samy

**L**e fonctionnement démocratique de plusieurs pays d'Asie semble être de plus en plus confronté à des défis et parfois même être menacé dans son existence même. Les conflits ethniques, le fanatisme religieux, les inégalités sociopolitiques, le caractère terroriste d'un développement marqué par la violence et l'impunité tel qu'il est mis en œuvre par les grandes firmes et le FMI ainsi que la pauvreté persistante sont considérés comme les sources principales de ces menaces. Le vigilantisme<sup>1</sup>, la violence ciblée, le resserrement des possibilités de contestation, les menaces adressées aux minorités et aux marginaux sont également en augmentation. Les journalistes et les militants des droits civiques sont de plus en plus visés par des menaces de mort incessantes ou d'assassinats dans de nombreux pays d'Asie. Cependant, le développement des médias sociaux a aussi permis au public d'être sensibilisé plus rapidement, plus facilement et plus largement, ce qui a entraîné partout et de façon croissante des rassemblements légaux ou illégaux. La culture de la protestation, de la contestation et de résistance s'est étendue suscitant des manifestations civiles à travers tout le continent pour une pléthore de raisons. Ces évolutions rendent maintenant nécessaire que les organisations et associations impliquées dans le maintien de la justice et de la paix approfondissent leur compréhension de ces phénomènes, se rassemblent et explorent les voies et moyens de relever les défis posés.

Cette situation est en grande partie due à des conflits sur le contrôle des ressources naturelles par des groupes d'intérêts et autres élites puissantes qui manipulant les régimes juridiques légaux. Fondamentalement, dans une démocratie, chacun mérite une voix égale.

Malgré cela, des entreprises privées soutenues par des fonctionnaires d'autorité s'entendent pour saper les droits démocratiques fondamentaux (comme le droit de vote, le droit à la liberté d'expression et le droit de réunion) des communautés qui luttent pour des transformations socio-économiques progressistes. Depuis les années 1990, les privatisations à grande échelle, la mondialisation et la libéralisation ont fait émerger d'énormes industries et conglomérats d'entreprises qui ont dépassé les frontières et ont grandement fait pencher la balance en leur faveur. L'exploitation excessive des ressources naturelles et leur utilisation irrationnelle, sans que la majorité des populations s'en soucie et en l'absence de mécanisme de reconstitution des ressources exploitées, tout cela devient des sujets de grave préoccupation pour l'ensemble de l'humanité.

Chaque fois que de tels abus ont été mis en avant démocratiquement par les communautés locales et les Organisations de la société civile (OSC), les régimes en place ont tenté de jouer de tactiques d'intimidation, d'imposer autoritairement des restrictions et, finalement, de réprimer les voix dissidentes par la force. Les groupes généralement visés sont ceux qui exigent une justice socio-économique, une sécurité sociale plus forte, des garanties de santé publique, les droits des travailleurs, les droits des femmes ainsi que ceux qui sont directement les plus touchés par la pollution, la contamination et les ravages environnementaux causés par l'homme.



L.A. Samy

**Lourthusamy AROKIASAMY est sociologue et auteur de recherches sur les Dalits dans le système des castes, où il a fondé en 1980 l'Association des services d'éducation et de développement ruraux (AREDS), qu'il continue de diriger. Il est le délégué de la Coalition pour les droits fonciers et co-délégué du Tamil Nadu Health Workers Forum. Il est vice-président de Développement et Civilisations et coordinateur pour l'Asie du Réseau international pour une économie humaine, qu'il dirige avec son précieux collaborateur, le Dr Sundarababu.**

“L'indice de démocratie” de 2019 a montré que cette année fut la pire pour la démocratie dans le monde depuis 2010 qui résultait de la crise économique et financière mondiale. L'Asie a connu la plus grande détérioration des conditions démocratiques dans toutes ses régions et les minorités de plusieurs pays ont souffert de façon récurrente. L'enquête qui permet d'établir l'indice de démocratie classe 165 pays indépendants sur la base de cinq paramètres : les libertés civiles, la participation politique, le processus électoral et le pluralisme, le fonctionnement du gouvernement ; et la culture politique. L'Asie a été dans l'ensemble la région la moins performante. Il existe plusieurs exemples dans l'histoire du dernier siècle qui démontrent qu'une démocratie paralysée par des intérêts socio-politiques étroits et par une influence opaque des entreprises privées ne peut pas tenir ses promesses, ni prospérer, ni progresser. La démocratie implique essentiellement la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté de réunion - en d'autres termes, la liberté pour tous les individus d'exprimer qui ils sont et ce qu'ils croient. Chaque menace contre la démocratie doit être traitée dans son contexte. La démocratie en tant que forme de prise de décision implique toutes les personnes depuis la base et à toutes les étapes.

Au XXI<sup>ème</sup> siècle, prendre des décisions de façon démocratique est devenu une méthode si populaire que son usage va bien au-delà de la politique générale et concerne d'autres domaines tels que le divertissement, la nourriture, la mode, la consommation, l'urbanisme, l'éducation, l'art, la littérature, la science, la théologie et bien d'autres encore.

Pour que la démocratie fonctionne efficacement en Asie, l'électorat doit avoir les capacités de prendre des décisions éclairées et fondées sur des preuves et des témoignages.

<sup>1</sup> « L'auto-justice ou vigilantisme est le fait de faire exercer la loi ou un code moral particulier de manière généralement collective, violente, secrète et en dehors de toute procédure judiciaire légale », définition donnée par Wikipedia le 19 août 2020.



Cela nécessite tantôt une éducation, tantôt le partage d'expériences de vie avec d'autres pour surmonter les obstacles. Pour relever le défi de l'extrémisme, du fondamentalisme et de la démocratie en Asie, les groupes d'action et organisations concernés doivent redécouvrir ou réinventer des approches adaptées et il est urgent de soutenir les initiatives autochtones qui émergent localement et les idées sur la manière de renforcer davantage la démocratie.

Globalement, dans cette perspective, le projet d'une "économie humaine" inspire et promeut l'intégration socioculturelle, politique et économique de tous les peuples grâce à des politiques holistiques et des mesures universelles. Cela donne à toutes les personnes (et à chaque personne) la possibilité de maximiser leurs capacités, leurs ressources et leurs opportunités tout en garantissant leurs droits humains fondamentaux.

L'"économie humaine", en tant que culture politique, préconise l'extension de la démocratie participative, dans une société ouverte qui défend l'universalité des droits de l'homme, la dignité de chaque être humain et la justice sociale pour tous. Elle soutient la maximisation des libertés et opportunités de chaque personne dans le respect de ses responsabilités sociale et planétaire.

Les sociétés civiles en Asie ont été à l'avant-garde de nombreuses transformations sociopolitiques marquantes au cours des dernières décennies, transformations qui ont amélioré les sociétés de manière significative, en particulier en développant des normes communes, des coopérations sur la base du volontariat, des liens entre réseaux civiques et des passerelles entre groupes sociaux. L'une des visions clés du RIEH-Asie<sup>1</sup> est de réintégrer dans la « communauté » par un dialogue constructif, tous ceux qui avaient été privés des bénéfices du système économique. Cette attitude de vie éthique affirme que les êtres humains, collectivement et individuellement, ont le droit et la responsabilité de donner un sens et une forme à leur propre vie et à leur destin. Une société civile, par ses actions proactives, agit à la fois comme contrepoids et comme complément au gouvernement et aux entreprises dans une démocratie, offrant des voies par lesquelles les gens exercent directement ou indirectement leur influence sur les affaires publiques et les questions qui les concernent. La perspective de "l'économie humaine" devrait contribuer à réduire les inégalités, promouvoir une croissance soutenue, un développement économique inclusif et anéantir la pauvreté en Asie. Elle inspire des luttes pour le respect universel des droits de l'homme et de la dignité humaine, l'état de droit, la justice, l'égalité et la non-discrimination sur la base de la race, de l'ethnicité et de la diversité culturelle, et l'égalité des chances pour tous, qui sont essentielles pour ne laisser personne de côté.

Plusieurs études impliquant des salariés et des travailleurs informels en Asie ont montré que l'amélioration des moyens de subsistance repose principalement sur le fait que les bénéficiaires disposent d'opportunités, assument eux-mêmes des rôles de leadership et sont capables de représenter leurs propres intérêts directement ou indirectement. À cet égard, le RIEH-Asie envisage que des moyens de subsistance flexibles soient fournis aux personnes qui en ont besoin et considère cela comme essentiel pour garantir une pleine participation au travail et au marché ainsi que des soins aux enfants, aux personnes handicapées et personnes âgées en Asie. Ces moyens ouvrent des voies d'accès pour tous aux services de base, y compris aux soins de santé et aux infrastructures de base, telles que l'eau potable et l'assainissement, une énergie moderne abordable, ainsi que l'accès universel à l'éducation, services qui sont tous cruciaux pour l'autonomisation. Ils comblent également les écarts entre les sexes en matière de participation au marché du travail, d'entrepreneuriat,

de paiements, de conditions de travail, de droits à la propriété incluant le contrôle des terres, de la propriété et d'autres ressources ainsi que l'égalité des droits à l'héritage. Assumer un leadership peut également permettre aux travailleurs de contribuer à l'élaboration de lois et de cadres juridiques efficaces pour intégrer l'égalité des sexes et d'autres dispositions sociales dans les institutions, les politiques et les programmes nationaux, pour fournir aux hommes, aux femmes et aux travailleurs transgenres une protection sociale et une sécurité de revenu ; et pour reconnaître, réduire et redistribuer plusieurs travaux réels, mais invisibles et non rémunérés.

Inspirés par les perspectives de RIEH-Asie, d'autres groupes de la société civile en Asie peuvent tirer profit de leurs forces spécifiques, telles que les approches ascendantes qui encouragent la participation inclusive, la mobilisation communautaire, les partenariats avec renforcement des capacités, les techniques pour construire le dialogue et développer des compétences de négociation. Le RIEH croit que notre vie réelle sur terre est la seule vie sur laquelle nous avons certaines connaissances et que nous nous devons à nous-mêmes et aux autres d'en faire la meilleure vie possible pour nous et pour tous ceux avec qui nous partageons cette planète douée mais fragile - la « mère Terre ». Lorsque les gens sont libres de penser par eux-mêmes, en utilisant la raison et la connaissance comme outils, ils sont mieux à même de résoudre tous leurs problèmes. Dans une perspective universelle, « l'économie humaine » est pour l'appréciation de l'art, la promotion de la littérature, de la musique et de l'artisanat qui sont notre héritage du passé et pour la créativité qui, si elle se nourrit, peut continuellement enrichir toutes nos vies et les générations à venir. « L'économie humaine » a également la conviction que chaque personne sur cette planète peut atteindre un bien-être optimal en menant une vie bien équilibrée entre le physique, l'émotionnel et le spirituel.

Malgré l'autoritarisme qui s'exerce partout, les appels croissants du RIEH<sup>1</sup> et de diverses organisations de la société civile à respecter la nature, à protéger les droits des peuples, à défendre les espaces publics et à élargir les aspirations démocratiques ont déjà donné des résultats et de l'espoir. Ceux-ci peuvent être considérés comme des réponses contre-stratégiques conçues localement pour tenter de résister fermement au capitalisme de copinage qui est principalement responsable d'exploitations flagrantes en Asie. La capacité de renforcer, d'affirmer et d'exercer les droits démocratiques de réunions pacifiques et de liberté d'association a également été au cœur de ces succès. Le RIEH-Asie est fermement convaincue que des associations bénévoles utilisant les champs d'action de la société civile peuvent connecter les gens entre eux, nourrir la confiance et construire la réciprocité à travers des réseaux informels et peu structurés, et consolider la société par l'altruisme sans obligation. Cependant, un accent particulier doit encore être mis fortement sur l'amélioration de l'éducation critique et sur la poursuite des activités de sensibilisation sur les processus de démocratisation, la participation inclusive, les délibérations et la construction de consensus pour inspirer de plus en plus les peuples d'Asie et l'humanité tout entière à respecter notre nature et la diversité géoculturelle.

L.A. SAMY/ INHE Asia, ARREDS  
Tamil Nadu India, Décembre 2019



1. INHE for International Network Human Economy  
se traduit « RIEH » en français et en espagnol.





## L'ÉCONOMIE HUMAINE ET LES DEFIS DE L'AFRIQUE AUJOURD'HUI

Gilbert Masumbuko

**C**ommençons par un constat : l'Afrique va mal, mais des progrès ont été réalisés depuis les années 1990. Il n'y avait pas d'école dans certains villages ; actuellement il y a des écoles primaires, secondaires (et même supérieures et universitaires dans des villages, même les plus reculés ; oui, la qualité reste faible !) et beaucoup de parents peuvent envoyer leurs enfants étudier à l'étranger. Les soins de santé et des mutuelles d'assurance de santé ont connu un essor remarquable (il y a actuellement même des expériences d'insémination artificielle en Afrique). Beaucoup d'africains et pas seulement les plus riches ont accès au téléphone et à l'Internet qui leur permettent de communiquer avec le monde entier, d'envoyer / soumettre des dossiers (affaires, études, etc.). Beaucoup de pays ont amélioré leurs infrastructures routières ou ferroviaires. Au Rwanda, les routes et les trottoirs sont bien entretenus, les règles de circulation et d'hygiène publique sont respectées. L'Afrique du Sud a mis fin à l'apartheid. Les problèmes d'abus de pouvoir demeurent, mais on peut les dénoncer. Les élections présidentielles, législatives et locales se font dans certains pays. En tout cas, dans beaucoup de pays, on en parle (ce n'était pas le cas du temps des partis uniques, du temps des dictateurs « monarques »). Les hommes et femmes d'affaires ont émergé et entretiennent des échanges commerciaux avec la Chine, le Japon (jusqu'aux commandes importantes de voitures), les Emirats Arabes, l'Europe, les USA, etc. Le transport public a connu une amélioration (voir transport public au Rwanda, à Nairobi, entre Douala et Yaoundé, en Afrique de l'Ouest, etc.). La première démarche de l'économie humaine est d'observer les faits. Evitons les descriptions catastrophiques qui donnent le sentiment que rien n'est possible.

Mais c'est vrai, l'Afrique va mal. Beaucoup d'africaines et d'africains vivent des situations inhumaines. Inutile d'en faire une nouvelle fois l'inventaire. Il est hélas bien connu. Allons directement à la cause principale.

### L'AFRIQUE SOUFFRE D'ABORD D'UN TRÈS GRAVE PROBLÈME DE GOUVERNANCE

Gouvernance politique, car dans beaucoup de pays les groupes qui occupent le pouvoir ont comme seul objectif de capter la richesse à leur profit personnel et à celui de leur clan. C'est une des raisons pour lesquelles ils cherchent à l'occuper le plus longtemps possible en instaurant des régimes dynastiques.



Gilbert Masumbuko

Gilbert Masumbuko est né en 1964 dans le village de Kitembo, (presqu'île Buzi – Bulenga, à l'Est de la RDC), c'est à Goma qu'il a élu domicile avec son épouse et ses enfants. Il continue à exploiter des terres acquises par héritage familial et par achat. Formé à l'Institut supérieur de développement rural de Bukavu, il a travaillé comme cadre, à des fonctions de gestionnaire à différents niveaux, avec les zones de santé, dans des ONG nationales et internationales, pour plusieurs pays d'Afrique et d'Haïti. Il est aussi initiateur, co-fondateur et gestionnaire d'écoles. Actif au RIEH depuis 2015, il occupe la fonction bénévole de Coordinateur du RIEH Afrique.

vie des élites mondialisées en organisant des îlots de vie entre soi, protégées du reste de la société par des murs sécuritaires. La majorité de la population vit ainsi, abandonnée à elle-même, que ce soit en milieu rural sans route praticable ni

### DU VAGABONDAGE POLITIQUE AU DÉTRIMENT DE L'INTÉRÊT PUBLIC

La vie politique est animée non pas par les débats sur ce qu'il faut faire pour que la société progresse, mais par des campagnes clientélistes centrées sur le ralliement à des personnes en échange de la distribution de quelques cadeaux, dont des postes dans les institutions du pays. La population assiste à la mise en scène de querelles qui se conduisent par des compromis sans fondement idéologique ni stratégique, débouchant sur un « *vagabondage politique* ». Les administrations sont occupées au plus haut niveau par une classe très corrompue qui se soutient au-delà des querelles de pouvoirs pour profiter le plus possible de sa position. Le poisson pourrit par la tête et les mêmes pratiques se répandent sur toute la chaîne administrative, animée non pas par la recherche de l'intérêt public mais par la prédation aux dépens de la société.

Gouvernance économique, car au-dessus d'une économie informelle qui permet à la population de survivre vaille que vaille avec des efforts colossaux en échange desquels elle ne perçoit qu'un revenu minimum, les entreprises publiques et privées à caractère familiale sont orientées vers l'intérêt personnel de leurs dirigeants au détriment de l'intérêt social de l'entreprise. La partie des élites africaines employée par les entreprises capitalistes étrangères cherche à avoir le mode de



électricité ou dans des villes sans urbanisme où des quartiers entiers subissent de longues et fréquentes coupures de courant et d'approvisionnement en eau potable.

Les services d'éducation et de santé sont laissés sans moyens, les élites recourant soit à des établissements privés hors de prix soit à des établissements étrangers.

C'est ainsi l'accaparement du pouvoir et des richesses à des fins personnelles qui est la principale cause de la misère et du non-respect des droits et de la dignité de la grande masse de la population. Situation principalement due à l'égoïsme des classes dirigeantes, mais aussi à la résignation de la majorité qui est dans l'incapacité de faire valoir ses droits et d'exiger des comptes de la part des puissants, se réfugiant souvent dans des pratiques religieuses la détournant vers un autre monde qui laisse inchangé le présent.

La volonté d'accaparement du pouvoir et des richesses conduit à des conflits violents qui instrumentalisent la diversité ethnique et religieuse. Ces conflits sèment l'insécurité dans de nombreuses parties de l'Afrique. Ils sont autant de guerres civiles africaines, même s'ils sont aussi alimentés par des puissances extérieures au continent.

Causes principalement internes donc, même si l'héritage de la colonisation est constamment invoqué par des élites qui cherchent à se justifier. Causes externes aussi, bien sûr, dans un monde interdépendant. Les puissances extérieures sont surtout intéressées à pouvoir exploiter certaines richesses minières, à pouvoir accaparer la terre ou exporter leurs produits et leurs services. Elles profitent de la faiblesse et de l'amateurisme des institutions étatiques, des partis politiques et de la société civile, y compris des églises et des syndicats. Mais elles se soucient peu d'exploiter la main d'œuvre, l'abandonnant à son sort, surtout préoccupées d'empêcher les migrations et la propagation des épidémies.

## FACE À CETTE SITUATION PLUTÔT DÉSESPÉRANTE, QUELLE ANALYSE ET QUEL PROJET PORTE L'ÉCONOMIE HUMAINE ?

Il faut noter tout d'abord que les populations vivant dans ces contextes très difficiles survivent. La capacité de résilience, individuelle et collective, est impressionnante. Les hommes, les femmes travaillent très dur, dans les champs, auprès des élevages, dans des ateliers de fortune. Là où l'Etat est défaillant, les parents s'organisent pour que des bâtiments d'école même équipés à la hâte soient construits et que des enseignants même mal formés soient payés et assurent un minimum d'enseignement. Des travaux collectifs sont organisés pour creuser des canalisations, assurer la maintenance et la gestion des équipements d'adduction d'eau potable, entretenir des routes de desserte agricole. Le savoir-faire pour recycler les objets et les machines, pour fabriquer des jouets est à l'œuvre. Les personnes déplacées sont accueillies. On partage le peu qu'on a. Là où l'accès au crédit est impossible, des groupes d'épargne sont créés et gérés souvent avec rigueur. Des patrouilles sont organisées pour assurer la sécurité.

**Les populations s'organisent, innovent. C'est la base de l'économie humaine.** Ce sont ces capacités qu'il s'agit de renforcer, en commençant par les reconnaître. L'économie humaine propose aux africains de prendre des initiatives

individuelles et collectives qui visent à la fois l'amélioration de leur situation personnelle et celle de la société.

## SOYEZ DES ENTREPRENEURS SOCIAUX ET CITOYENS !

« *Entrepreneurs* », car il s'agit d'agir, d'avoir des idées, de savoir les mettre en œuvre. « *Sociaux* » car il faut que les entreprises profitent à toutes leurs parties prenantes, qu'elles ne soient pas prédatrices vis-à-vis de l'environnement naturel et de la société, mais au contraire régénèrent les ressources naturelles et renforcent la qualité de vie de tous les membres de la société. « *Citoyens* » car ils visent le dialogue avec les pouvoirs publics, en commençant par la base.

Quand on parle d'entreprise ici, c'est au sens très large. C'est créer et faire fonctionner une coopérative agricole (café, produits vivriers et maraîchers, jus, purée de tomate, produits d'élevage). Créer et faire fonctionner une école, quel qu'en soit le statut – privé, confessionnel, associatif, public – c'est être entrepreneur. Mettre en place des activités génératrices de revenus aussi. Ou encore développer une exploitation agricole. Ou encore organiser collectivement la maintenance du système d'adduction d'eau potable. De la même manière, « *social* » est à prendre au sens large. Fabriquer des jus de fruit de qualité biologique, est un objectif social car il concourt au bien commun dès lors qu'on a des relations partenariales avec les producteurs de fruits, que les revenus tirés de la vente des produits est partagée équitablement entre fournisseurs, producteurs, transporteurs, commerçants et investisseurs. **Et là non plus, le statut de l'entreprise n'est pas le déterminant principal.**

Nous avons connu et connaissons en Afrique tellement d'entreprises publiques mal organisées et qui maltraitent les usagers que nous faisons davantage confiance à des entreprises privées bien gérées et respectueuses de leurs parties prenantes.

Ce positionnement se distingue de la résignation, mais aussi d'un simple recours à l'aide ou d'une stratégie individuelle de s'en sortir au détriment des autres ou encore d'une révolte violente qui n'ouvre aucune perspective.

## DÉCENTRALISER QUAND UNE POPULATION VEUT PRENDRE EN MAIN SON DESTIN...

Pour les entrepreneurs sociaux tenants de l'économie humaine, **la première demande vis-à-vis de l'Etat est d'arrêter de décourager les initiatives en prélevant des taxes indues**, en pratiquant la corruption ou en multipliant les tracasseries. Et **la seconde est d'accompagner ces initiatives par des mesures incitatives**. Par exemple en assurant la sécurité foncière pour ceux qui travaillent effectivement la terre ou en allégeant ou supprimant les taxes sur les équipements agricoles ou industriels importés. Il n'est pas nécessaire, ni même souhaitable que l'Etat gère tout lui-même, l'expérience ayant montré les risques d'inefficacité et de détournements. Qu'il sache déléguer tout en jouant son rôle de garant de l'intérêt commun. Par exemple l'enseignement confessionnel a un rôle déterminant pour la généralisation et la qualité de l'enseignement.

Il ne s'agit pas d'écarter ces établissements confessionnels, mais de veiller à ce qu'ils soient accessibles à tous, qu'ils associent à la gestion les parents qui apportent les ressources et refusent toute forme d'endoctrinement.

Pour la forme d'organisation de l'Etat, **les tenants de l'économie humaine sont partisans d'une forte décentralisation** qui permet le mieux la prise en main de leur destin par les citoyens. Ils prônent des formes de concertation territoriale impliquant les différents acteurs.

Ils donnent priorité au développement de l'éducation, sous toutes ses formes, dont l'alphabétisation, la formation professionnelle, le développement de « *life skills* » (*éducation populaire*), avec comme objectif non pas la délivrance de diplômes, mais **la formation d'entrepreneurs sociaux, capables à la fois de s'auto-prendre en charge efficacement et de participer à la recherche du bien commun.**

Ils sont convaincus que la fondation d'une vie démocratique est un objectif à long terme qui passe par la pratique de l'action collective au niveau local, par l'éducation à la fois générale et particulière visant les élus et les citoyens. Ils appellent candidats aux fonctions publiques et électeurs à se concentrer sur les propositions pour traiter les problèmes du pays et à pratiquer des deux côtés la « *redevabilité* », en rendant compte et en demandant des comptes.

## LES ENTREPRENEURS SOCIAUX DEMEURENT DES CRÉATEURS DE RICHESSES

Les entrepreneurs sociaux ne cherchent pas à échapper au marché. Bien au contraire, ils demandent à y entrer. Ils sont convaincus que des relations commerciales mutuellement bénéfiques sont possibles, et ils cherchent à les établir. Ils développent des relations privilégiées avec les entreprises se réclamant du commerce équitable et invitent tous leurs partenaires commerciaux à s'inscrire dans cette perspective. Ils savent par expérience que leurs entreprises ont besoin d'investissements et donc de partenaires financiers responsables. Tout en développant des formes d'épargne solidaire et de proximité, ils appellent les institutions financières internationales à quitter les bulles financières où l'argent est censé créer de l'argent, pour participer à des investissements qui créent de la valeur pour tous les acteurs d'une filière agricole et industrielle. La colonisation a créé des formes de développement dual<sup>1</sup> profitant à une minorité. Au lendemain des indépendances les pays africains ont connu deux sortes de dérives. Souvent la société duale s'est perpétuée avec des classes dirigeantes africaines s'alliant avec les anciennes puissances coloniales.

Elles ont eu la possibilité d'apprendre ailleurs( aux USA, en Europe, en Chine), mais à leur retour ils font pire que les anciens colons. Parfois aussi en décrétant de façon brusque et autoritaire une coupure totale avec les anciennes puissances coloniales. En RDC, cela a été le cas avec la politique de zairianisation pratiquées par Mobutu. Cela a aussi été le cas à Madagascar, en Guinée, au Zimbabwe. Cela a été un échec fracassant, car au lieu de réduire le dualisme en étendant dans l'ensemble du pays les organisations qui avaient fait leur preuve dans le secteur privilégié, c'est l'ensemble du pays qui s'est trouvé désorganisé. Des contrexemples se rencontrent au Ghana, au Kenya, en Tanzanie. Aujourd'hui le Rwanda est engagé dans un dialogue constructif avec les institutions internationales. Dans un contexte différent Nelson Mandela a cherché à ce que le savoir-faire de la population africaine profite à tout le pays. **Les entrepreneurs sociaux sont prêts à apprendre dès lors qu'on respecte leur indépendance et leur dignité.** Ils appellent donc de leurs vœux des formes de coopération équilibrée.

On dit souvent que l'Afrique a un potentiel de développement très important du fait de ses richesses naturelles (eau, soleil, vent, fertilité des sols), minières et agricoles. Mais son potentiel le plus important, sans lequel ces ressources naturelles ne sont rien, ce sont les ressources humaines. C'est le formidable esprit d'entrepreneuriat des femmes et des hommes, c'est la capacité des individus à comprendre qu'ils ne sont peut-être rien comme individus, mais qu'ils sont appelés à investir pour leur communauté, sachant que cette dernière ne se réduit pas à leur famille ou à leur clan, mais qu'elle englobe, au-delà des pays, des régions ayant une histoire et une culture partagées, tout un continent connaissant pour le meilleur et pour le pire les mêmes caractéristiques géopolitiques et finalement l'humanité toute entière qui a besoin d'une Afrique debout.

**Gilbert Masumbuko**  
Goma, RDC / Janvier 2020

<sup>1</sup> L'**économie duale** est un modèle de l'[économie du développement](#) par [Arthur Lewis](#). par extension aux économies en développement où le secteur formel n'arrive pas à créer d'emplois liés aux échanges économiques en nombre suffisant, ce qui maintient ou cause la naissance d'un ample secteur informel. (Source: Wikipedia sept.2020).

*Développement & Civilisations* est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebret-IrfeD / Réseau International pour une Economie Humaine : RIEH. Elle est aujourd'hui publiée en trois langues : français, anglais et espagnol. L'association anime un réseau d'acteurs de développement solidaire, présents sur tous les continents.

Directeur de la publication : Dominique Lesaffre.

Rédacteur en chef : Antoine Sondag - Conseil de rédaction : Andrès Lalanne, Gilbert Masumbuko, L.A. Samy, Michel Tissier, Yves Berthelot, Roland Colin, Yves Glorieux, Marie Grippaudo, Bernadette Huger.

Création graphique : Marie Grippaudo. La reproduction des textes publiés est autorisée à condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de Développement & Civilisations. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Pour soutenir nos actions : merci de libeller votre chèque en euros à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebret-IrfeD - Virement bancaire, en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE).